

Haidar Eid: Ce qui doit être fait

Par Haidar Eid, le 19 juin 2020



Des enfants palestiniens devant la barrière de séparation israélienne à Abu Dis, village de Jérusalem-Est, le 3 avril 2014. (Photo: Saeed Qaq/APA Images)

Le gouvernement israélien, avec à sa tête Benjamin Netanyahu, est résolu à annexer au moins 30% de la Cisjordanie occupée. Par cette mesure, le mouvement sioniste, qui a de tout temps nié les droits nationaux et culturels de la population indigène de Palestine, achèvera d'anéantir la solution raciste à deux États, ouvrant la voie à une forme étendue d'apartheid institutionnalisé et militarisé incluant la zone de 1948 ainsi que celle de 1967.

Israël s'est toujours exprimé clairement sur son objectif : occuper toute la terre d'"Israël", c'est-à-dire la Palestine historique plus le Plateau du Golan syrien. Mais qu'en est-il du peuple palestinien ? En Afrique du Sud, le régime d'apartheid avait décidé de reléguer dans des bantoustans une partie de la population africaine noire, pendant qu'une autre partie était laissée à pourrir dans des townships. Si seulement ces indigènes avaient accepté leur sort d'être inférieurs, tout aurait pu continuer sans changement ! Mais cela n'a pas été le choix des Africains et de tous ceux qui croyaient à l'égalité. Il n'était pas question d'un quelconque compromis sur ce droit humain fondamental. En revanche, en Palestine, nous avons décidé de nous engager dans des négociations marathoniennes avec les Israéliens, dans l'espoir qu'on octroierait une "patrie indépendante" pour seulement un tiers d'entre nous , en oubliant les droits des deux autres tiers du peuple palestinien, à savoir les réfugiés et les citoyens palestiniens d'Israël.

Yitzhak Shamir, le défunt Premier Ministre d'Israël, espérait faire traîner 10 ans les [négociations](#) avec les représentants des Palestiniens de 1967 de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Les négociations ont duré pendant plus de deux décennies, conduisant à une situation de facto où il est devenu impossible pour les Palestiniens d'avoir leur propre État "indépendant" sur moins de 22% de la Palestine historique.

On assure que Yasser Arafat, défunt dirigeant palestinien, s'est rendu compte en 2000, lors du sommet de Camp David, qu'il n'obtenait rien d'Israël qu'il devait renoncer à Jérusalem et au droit au retour de 6 millions de réfugiés. En échange on lui accorderait de minuscules parcelles de terre sans continuité, qu'il serait autorisé à appeler "Palestine". Et c'est ce que le gouvernement d'Israël et ses bailleurs de

fonds américains qualifiaient d'“offre généreuse” !

Pendant ce temps, Israël n'a jamais cessé de créer une réalité sur le terrain en expropriant de plus en plus de terres, en les annexant aux colonies israéliennes existantes, en édifiant un monstrueux mur de l'apartheid, en chassant de leurs demeures des habitants de Jérusalem, en mettant en cage deux millions de Palestiniens dans le minuscule ghetto de Gaza.

En fait, ce qui était créé sur le terrain, c'était une réalité à un État qu'aucun dirigeant, ni israélien ni palestinien, ne voulait reconnaître. En observant cette histoire, il est clair que l'objectif des colonisateurs israéliens a été dès le début : instaurer l'apartheid et simultanément liquider la cause palestinienne. Point final.

Dans ces conditions, que faire ?

C'est une question à laquelle les Palestiniens colonisés doivent répondre, après l'échec catastrophique de leur choix de négocier pendant trois décennies malgré l'énorme déséquilibre des forces avec les Israéliens, choix basé sur la croyance que les Américains et une Union européenne invertébrée exercerait une certaine pression sur Israël pour que celui-ci leur accorde un État “indépendant”. Cette possibilité s'est évaporée, le gouvernement israélien de droite ne mâchant ni ses mots ni ses intentions : un État juif entre le fleuve du Jourdain et la mer Méditerranée.

Nous devons tout d'abord admettre que nous avons subi un échec lamentable en ne parvenant pas à libérer même un pouce de la Palestine historique depuis 1948.

Le surgissement de notre révolution contemporaine en 1965 et la formation de l'Organisation de libération de la Palestine un an auparavant ont constitué deux moments importants parmi d'autres dans la formation d'une identité nationale niée par les colonisateurs sionistes. Mais aujourd'hui, nous devons aller de l'avant. Nous ne pouvons plus nous permettre de flirter avec le sionisme et les régimes arabes réactionnaires. La menace est existentielle et il faut donc l'affronter d'une manière qui ne fasse aucun compromis sur les droits fondamentaux.

L'heure est venue de poser les bases d'un "nouveau" mouvement politique qui s'adressera à une audience plus large que les organisations politiques progressistes et les partis nationalistes traditionnels n'ont pu le faire jusqu'à présent. Le problème de la plupart des forces politiques en Palestine occupée, c'est qu'elles se sont laissées séduire et assimiler par l'"idéologie" d'Oslo.

Il est très encourageant de voir des militants palestiniens de plus en plus nombreux adopter une analyse plus claire, qui reflète une vision apte à dépasser la solution raciste des deux États en critiquant radicalement le militantisme et les théories nationalistes du passé.

Un bon exemple est celui de la formation de la Campagne pour un État démocratique, qui comporte des membres venus des trois composantes du peuple palestinien. Son objectif a été énoncé très clairement : remplacer le régime d'apartheid par un État démocratique dont tous les habitants, y compris les réfugiés de retour, bénéficieront de droits égaux. Sa vision est celle d'une "démocratie qui donnera à tous les habitants de [Palestine] des droits égaux, qui ramènera enfin les réfugiés chez eux, et respectera les cultures, les religions et les

identités de tous les peuples qui constituent notre société”.

C'est précisément la raison pour laquelle il est extrêmement de situer le discours d'un seul État et le BDS dans la tradition radicale palestinienne en les reliant aux œuvres de Ghassan Kanafani, d'Edward Saïd et de la gauche anti-stalinienne.

Nous, en Palestine, avons vraiment besoin d'un mouvement attentif à l'éducation politique du peuple et de nous éloigner des luttes de factions et d'une dichotomie hégémonique. Ce mouvement doit donner la priorité au travail et au militantisme sur le terrain, que les militants sud-africains qualifiaient de “mobilisation de masse”, et rattacher cette action à la campagne mondiale du BDS qui a déjà intégré le caractère intersectionnel de nombreuses questions actuelles.

Haidar Eid

Haidar Eid est Professeur associé de Littérature postcoloniale et postmoderne à l'Université al-Aqsa de Gaza. Il est l'auteur de nombreux écrits sur le conflit arabo-israélien, notamment des articles publiés par Znet, Electronic Intifada, Palestine Chronicle et Open Democracy. Il a publié des essais sur les études culturelles et la littérature dans de nombreuses revues, notamment Nebula, Journal of American Studies in Turkey, Cultural Logic, et le Journal of Comparative Literature.

Traduction : SM pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)